

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Le-Mercosur-et-l-Amerique-Latine-cles-du-developpement>

L'insertion internationale, une question stratégique.

Le Mercosur et l'Amérique Latine, clés du développement.

- Empire et Résistance - Blocs régionaux - MERCOSUR -

Date de mise en ligne : jeudi 18 janvier 2007

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le type de lien d'un pays à l'économie mondiale est un facteur clef de sa modalité de développement. Des options sont ouvertes sur le terrain financier et commercial qui démontrent que le choix d'une forme d'insertion est de nature politique et qu'elle est liée à une certaine stratégie de développement. Le choix de l'intégration latino-américaine entraîne un projet qui va au-delà de ce qui est simplement commercial.

Il n'y a pas une seule forme d'intégration possible, de même qu'il n'existe un déterminisme technologique ou économique qui porte irrésistiblement à une ouverture commerciale et financière totale comme conséquence de la « globalisation », de la même manière qu'au XIX^{ème} siècle, l'expansion du chemin de fer et de la navigation à vapeur ne rendait pas obligatoire l'adoption du libre échange, comme le démontrent les expériences protectionnistes des Etats-Unis, du Japon, de la Russie et de l'Allemagne.

Quand on examine l'intégration dans le système financier international, il faut voir avant tout comment fonctionne ce système. D'une part, les marchés financiers internationaux sont très instables. D'importants flux de capitaux qui peuvent émigrer d'une place financière à une autre dans un délai très court sont une menace permanente pour la stabilité des économies. Ils peuvent dénaturer les taux de change, mettre une pression sur les taux d'intérêt et produire des processus sur endettement et de crise. D'autre part, ce système est faiblement réglé. Le FMI ne remplit déjà pas sa mission première de financer les déséquilibres des balances de paiements en évitant les ajustements récessifs coûteux. Au contraire, à beaucoup d'occasions il a accentué les récessions en imposant des ajustements au milieu des crises.

Face à la globalisation financière croissante, les pays en développement peuvent suivre deux stratégies divergentes. Une est celle qu'ont suivie en leur temps l'Argentine et d'autres pays "émergents", qui ont été ouverts à ces flux de capitaux en espérant qu'ils fourniraient une "économie externe" qui augmenterait l'investissement et la croissance. On pensait que le dérèglement financier permettrait au marché d'orienter ce financement plus efficacement qu'à des époques d'"interventionnisme étatique".

Curieusement, on faisait valoir aussi que l'ouverture financière donnerait davantage de stabilité à l'économie : le plus grand accès au crédit permettrait de soutenir les dépenses pendant les faibles phases du cycle économique et en outre les gouvernements seraient attachés à une discipline fiscale rigide pour continuer à attirer des capitaux extérieurs. En définitive, le potentiel déstabilisateur des marchés internationaux de capitaux n'était pas ignoré totalement, mais on estimait qu'avec des politiques orthodoxes et des réformes libérales on allait conquérir leur confiance.

Mais une autre conception stratégique estime délicat d'être ouvert sans restriction aux mouvements de capitaux. L'insertion financière devra être sélective et flexible. Attirer des capitaux n'est pas une fin en soi ; cela peut même être contre-indiqué si cela conduit au sur endettement et à une appréciation excessive de la monnaie. Face à une telle menace, il faudra mettre des barrières aux capitaux de court terme. Surtout, il ne faut pas subordonner les politiques macro-économiques à ce qu'il est supposé satisfaire les agents financiers.

En ce qui concerne l'investissement étranger direct, il ne faut pas lui donner des conditions fiscales et légales tellement favorables, qu'elles finissent par apporter très peu au développement. A quoi sert un investissement minier si pendant de longues années on ne paye presque pas d'impôts ? Quels bénéfices ont apporté au pays les traités bilatéraux d'investissements, qui cèdent la souveraineté nationale aux tribunaux « armés », hors de toute norme légale, par la Banque Mondiale ?

Il n'y a pas doute que l'expérience argentine plaide pour cette seconde stratégie. L'ouverture sans restriction aux capitaux n'a pas augmenté le taux d'investissement, mais a financé la consommation et le vol des capitaux. Au lieu

de favoriser la stabilité économique, on a produit des crises financières gigantesques. L'endettement élevé a soumis le pays aux politiques du FMI. Le panorama a changé après le défaut et la sortie de la convertibilité : l'"économie externe" est devenue négative, malgré cela la croissance et l'investissement ont été rapidement relancés, sur base de l'économie nationale.

Ceci n'empêche pas que certains capitaux extérieurs puissent être utiles pour le développement ; mais cela montre qu'il ne faut pas construire toute la politique économique pour attirer des capitaux : ceux-ci viendront si le pays grandit. Et pour croître, il est important de préserver les espaces de politique pour, entre autres, défendre un taux de change compétitif et poursuivre des politiques de développement productif et technologique.

Face aux insuffisances du système financier international, il est rationnel de se protéger avec des niveaux élevés de réserves et d'éviter des déséquilibres de compte courant. Une autre façon de réduire la vulnérabilité externe serait d'avancer sur un fonds monétaire latinoaméricain. Il existe déjà des institutions et des initiatives qui vont dans cette direction, comme le FLAR (Fonds latinoaméricain de Réserves), intégré par les pays andins et Costa Rica ; le mécanisme de paiements de l'ALADI (Association latinoaméricaine d'Intégration), qui permet de compenser des paiements et d'économiser des devises, et le projet d'utiliser les monnaies nationales dans les échanges commerciaux dans le Mercosur.

On pourrait avancer sur ces bases dans la création d'un mécanisme multilatéral de paiements et de crédit réciproque qui pourrait couvrir, selon la volonté politique des pays, les membres du Mercosur, la Communauté sudaméricaine de nations ou toute l'Amérique latine. Un accord de cette nature ("Initiative Chiang Mai") est négocié par des pays de l'Association de nations du sud-est Asiatique (ASEAN par son sigle en Anglais), la Chine, la Corée et le Japon.

Affaire de poids propre

Le commerce international est régi par une multiplicité accords, politiques et d'institutions. Ce sont l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), qui cherche établir et faire respecter des normes multilatérales ; les accords régionaux qui établissent une union douanière, comme l'Union Européenne (UE) et le Mercosur ; les accords libre changement bilatéraux ou multilatéraux, et de politiques nationales qui peuvent aller depuis le protectionnisme à l'ouverture commerciale unilatérale. Il est fréquent que les pays prennent part à plus d'un schéma. Toutefois, ils privilégient généralement un certain type d'association commerciale, ce qui entraîne d'importantes conséquences économiques et politiques.

Une première conséquence est liée au type de spécialisation productive. Dans le cas des pays latinoaméricains, les ventes aux pays développés consistent principalement en des matières premières, auxquelles on a récemment ajouté les industries intensives en main d'oeuvre non qualifiée et avec un fort contenu d'importations (industries "maquiladoras"). Par contre, les exportations intra-régional : ont toujours eu un plus grand contenu de produits industriels.

Par exemple, en 2005 l'Amérique latine a absorbé 40% des exportations argentines totales, mais 65% de ses exportations manufacturières. Cette année, le Brésil destine 26% de ses exportations totales à la région et 38% de ses exportations de produits manufacturés. Dans le cas de l'Uruguay, les proportions ont été respectivement de 36% et de 53%, et pour le Chili de 18% et de 46% (en 2004) [1]. En outre, l'importance du marché latinoaméricain augmente avec le contenu technologique des exportations (y vont 75% des exportations manufacturières argentines de contenu technologique moyen et élevé et 90% de celles de l'Uruguay).

Par conséquent, l'approfondissement de l'intégration régionale serait plus efficace sur un projet industriel que les accords de libre changement avec les pays développés. En outre, il faut tenir compte du fait que souscrire un traité

de libre commerce avec les Etats-Unis suppose d'accepter une multiplicité de conditions qui n'ont rien à voir avec l'accès aux marchés. Entre ses exigences, il ya l'adoption de lois très restrictives de protection de la propriété intellectuelle et de garanties pour les entreprises transnationales qui limitent la possibilité de mener à bien des politiques actives de développement technologique et industriel.

Finalement, l'option par l'intégration latinoaméricaine entraîne un projet économique et politique qui va au-delà de ce qui est commercial. Dans le secteur économique, il est possible de le fortifier par des initiatives communes de développement productif et une politique industrielle régionale qui profite à tous les membres. Dans le secteur politique, on essayera de constituer un acteur international avec son propre poids, capable de négocier dans les meilleures conditions avec les autres centres de pouvoir les sujets économiques et politiques qui structurent le monde d'aujourd'hui.

[*Le Monde Diplomatique, el Diplo.*](#)

Buenos Aires, Décembre 2006.

Alfredo F. Calcagno est Docteur en économie, Université de Paris I.

A.F.C.

© LMD Ed. Côte Sud.

Traduit de l'espagnol pour El Correo de : Estelle et Carlos Debiasi

Post-scriptum :

Note :

[1] Estimations sur base de COMTRADE (Commodity Trade Statistic Database). Par des produits manufacturiers on comprend les chapitres 5.6.7 et 8 de la CUO (Classification Uniforme pour le Commerce International), sauf la rubrique 68.